

Geste de compassion et de reconfort

Dr Manaouda Malachie au chevet des artistes internés à l'Hôpital Général de Yaoundé



Page 8

“Yaoundé Ville Propre”

Paul Atanga Nji met en oeuvre les directives du Chef de l'Etat



Pages 6, 7 & 8

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 262 du 30 janvier 2026 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES

DU PAYS

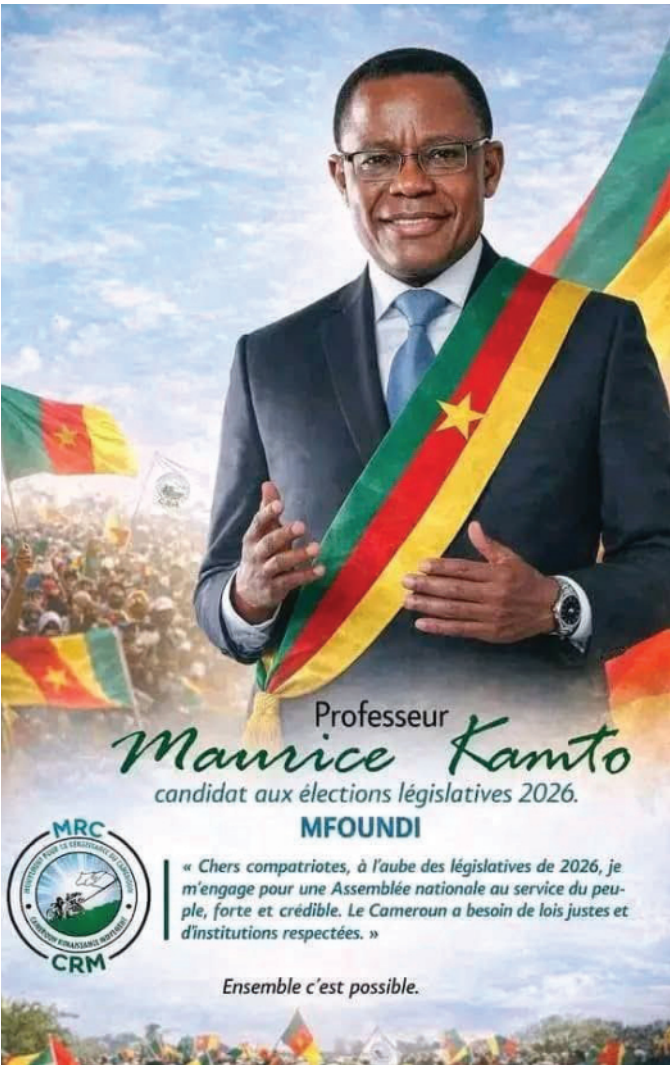
Informé pour apporter des solutions

Législatives dans le Mfoundi

Pr Maurice Kamto enclenche la bataille parlementaire

Après plusieurs années d'absence volontaire des arènes électorales locales, le Professeur Maurice Kamto signe son retour stratégique sur l'échiquier politique national. Le président national du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) s'apprête à briguer un siège à l'Assemblée nationale lors des prochaines élections législatives, avec un objectif clairement affiché : conquérir le département du Mfoundi et faire du Parlement le levier central de l'alternance politique.

Page 5



Hôpital Général de Yaoundé

Transplantation rénale réalisée avec succès

18ème du genre faite à l'HGY par une équipe multidisciplinaire 100% camerounaise.

Page 11

Migrations politiques à Dibombari

Quand l'intérêt personnel prime sur l'idéologie

Page 5



Bureau de Gestion du Frêt Terrestre (BGFT)

El Hadj Oumarou fixe la vision pour l'année 2026

Page 2

Ministère des Transports



Ngallè Bibehè prescrit plus de performances pour l'année 2026

C'était au cours de la cérémonie de présentation des vœux qu'il a présidée au Palais des congrès de Yaoundé le 26 janvier 2026.

Page 3

Editorial

Remaniement bloqué : l'épreuve de la rupture



Annoncé pour «les prochains jours» lors du traditionnel discours de fin d'année, le remaniement gouvernemental se fait attendre. Au Cameroun, l'horloge politique semble suspendue, tandis que l'opinion, elle, s'impatiente. Cette attente prolongée nourrit interrogations, doutes et spéculations, dans un contexte où la population aspire à un signal fort : celui d'un gouvernement de rupture, porté par des visages nouveaux et une méthode renouvelée.

La promesse implicite d'un changement tranche avec une réalité qui, depuis des décennies, résiste à l'air du temps. Depuis 43 ans au pouvoir, Paul Biya a façonné un mode de gouvernance fondé sur la continuité des hommes, souvent déplacés d'un portefeuille à un autre. Le gouvernement actuel en porte l'empreinte : certains ministres y totalisent près de quarante années de présence, d'autres plus de vingt ans au même poste. À l'heure où la société camerounaise, majoritairement jeune, réclame innovation, efficacité et redevabilité, cette longévité interroge.

Le chef de l'État est-il aujourd'hui «coincé» par ses propres habitudes ? La question mérite d'être posée sans procès d'intention. Car gouverner, c'est aussi savoir renouveler son regard et ses équipes. Or, l'exigence populaire est claire : voir émerger des femmes et des hommes nouveaux, compétents, audacieux, capables d'insuffler l'énergie et la créativité nécessaires pour relancer l'action publique. Un renouvellement qui éviterait surtout l'écueil redouté d'une reproduction des élites par filiation ou proximité familiale, au risque de conforter l'idée que le pouvoir demeure l'apanage d'un cercle fermé.

À cela s'ajoute une interrogation plus sensible : compte tenu de son âge avancé, le Président dispose-t-il encore des capteurs nécessaires pour détecter, au-delà des réseaux établis, ces talents émergents porteurs de changement ? Ou bien les propositions qui lui parviennent butent-elles précisément sur ces critères de rupture, rendant la décision plus complexe qu'il n'y paraît ?

Une autre hypothèse s'impose dans le débat public : celle d'une guerre de clans au sommet de l'État. Dans un contexte où beaucoup estiment que le mandat en cours pourrait être le dernier, la recomposition du gouvernement devient un enjeu stratégique majeur. Contrôler des portefeuilles clés, positionner des fidèles, verrouiller l'après : autant de calculs susceptibles de ralentir, voire de paralyser, le processus. Le blocage observé serait-il alors moins institutionnel que politique ?

Face à l'allongement de l'attente, un scénario minimaliste gagne du terrain : celui d'un simple réaménagement technique, limité au remplacement des postes vacants à la suite de décès ou de démissions survenus durant la campagne électorale. Une solution de facilité, certes, mais lourde de symboles. Un tel choix risquerait d'être perçu comme un aveu d'impuissance, voire comme la confirmation, pour certains, que le Président n'est plus totalement maître du jeu au sommet de l'État.

L'enjeu dépasse pourtant la seule arithmétique gouvernementale. Le climat des affaires en pâtit. Le patronat camerounais a tiré la sonnette d'alarme : l'économie tourne au ralenti, suspendue à des décisions structurantes qui tardent à venir. Or, sans cap politique clair, sans équipe gouvernementale pleinement investie et légitime, la confiance s'érode et l'attentisme s'installe.

Plus que jamais, le temps presse. Le Chef de l'État est attendu sur des réponses claires, à la hauteur des attentes et des défis. Le remaniement annoncé ne saurait être un simple jeu de chaises musicales. Il est devenu un test de crédibilité, un moment de vérité sur la capacité du pouvoir à se réinventer, à écouter et à agir. À défaut, le silence prolongé pourrait parler plus fort que tous les discours, et nourrir un peu plus le doute là où le pays attend un élan.

Par Victor NDOKI

■Transport routier

Le Bgft place l'année 2026 sous le sceau de la digitalisation

À l'occasion de la cérémonie solennelle de présentation des vœux de Nouvel An au Ministre des Transports et au Ministre délégué auprès du Ministre des Transports, tenue le 26 janvier 2026 au Palais des Congrès de Yaoundé, le Bureau de Gestion du Fret Terrestre (Bgft) a dévoilé sa vision stratégique pour l'année en cours.

S'exprimant en marge de cet événement institutionnel de haut niveau, le coordonnateur du Bgft, El Hadj Oumarou, a réaffirmé le rôle central de cette structure dans l'organisation et la régulation du sous-secteur du transport routier au Cameroun, tout en traçant des perspectives ambitieuses axées sur la modernisation et la performance.

Un maillon essentiel du transport terrestre

Créé pour assurer une meilleure gestion du fret terrestre, le Bgft s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable de la chaîne logistique nationale. Selon El Hadj Oumarou, la mission du Bureau va bien au-delà de la simple régulation des flux : il s'agit de garantir la transparence, la compétitivité et l'équité dans l'accès au fret, tout en contribuant à la fluidité des échanges commerciaux sur l'ensemble du territoire et au-delà des frontières.

«Le transport routier demeure le pilier du commerce intérieur et sous-régional. Le Bgft œuvre quotidiennement pour structurer ce secteur stratégique et accompagner les acteurs vers plus de profes-



sionnalisme», a souligné le coordonnateur.

2026, l'année du virage numérique

Au cœur des orientations présentées figure la digitalisation des procédures. Pour El Hadj Oumarou, l'année 2026 doit marquer un tournant décisif dans la transformation numérique du Bgft, avec pour objectif d'améliorer la performance opérationnelle, de réduire les délais de traitement et de renforcer la traçabilité des opérations de fret.

Cette mutation digitale vise notamment l'automatisation des

processus de gestion, l'interconnexion des acteurs de la chaîne de transport et la mise en place d'outils modernes de suivi et de contrôle. Une évolution jugée indispensable pour répondre aux exigences croissantes du commerce et s'aligner sur les standards internationaux.

Une dynamique alignée sur la vision gouvernementale

La vision portée par le Bgft s'inscrit en droite ligne des orientations du Ministère des Transports, qui prône une gouvernance modernisée et efficiente des différents sous-secteurs du transport. En prenant part à la cérémonie de présentation des vœux, le Bureau a tenu à réaffirmer sa loyauté institutionnelle et son engagement à accompagner les réformes engagées par les pouvoirs publics.

À l'aube de cette nouvelle année, le Bgft affiche ainsi sa détermination à consolider ses acquis et à relever les défis de la modernisation du transport routier, avec la digitalisation comme levier majeur de performance et de compétitivité au service de l'économie nationale.

Alex MBEMA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE
(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA
Henri MEKANA
Henri Donatien AYANG
Alex BEMA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

Directeur de la Publication

Victor NDOKI
e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO
(Cell. 694.17.54.02)

■Ministère des Transports

2025 : l'année de la consolidation, 2026 en ligne de mire pour l'accélération

Le secteur des transports camerounais a achevé l'année 2025 sur une note globalement positive, marquée par des réformes structurantes, des performances sectorielles notables et une contribution significative à la résilience économique nationale. Ces résultats, ainsi que les perspectives pour 2026, ont été mis en lumière à l'occasion de la cérémonie solennelle de présentation des vœux de Nouvel An au Ministre des Transports (MINT) et au Ministre Délégué (MINDEL), tenue au Palais des Congrès de Yaoundé le 26 janvier 2026.



Réunissant l'ensemble des acteurs institutionnels, techniques et socio-professionnels du secteur, cette rencontre annuelle a servi de cadre à l'évaluation des actions menées en 2025 et à la projection des priorités stratégiques pour l'année à venir, dans un contexte économique international contraignant mais maîtrisé.

Un secteur résilient au cœur de la croissance nationale

Dans son allocution, le Secrétaire général du Ministère des Transports a dressé un bilan globalement satisfaisant des performances enregistrées en 2025. Malgré les turbulences internationales, l'économie camerounaise a affiché un taux de croissance estimé

à 4 %, auquel le secteur des transports a apporté une contribution stratégique, conformément aux orientations de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

Le sous-secteur des transports routiers s'est particulièrement illustré à travers la réforme du système de production et de délivrance des titres de transport sécurisés. En une année, 459.299 titres ont été produits, générant plus de 7,1 milliards FCFA de recettes sécurisées, contre une moyenne annuelle d'environ 1,5 milliard auparavant. Cette réforme a permis une réduction drastique des irrégularités, avec une baisse de 80 % des véhicules en cours d'immatriculation et de 90 % des conducteurs sans permis valide.

La formation à la conduite automobile a également connu une progression notable, avec près de 198.000 candidats formés, un taux de réussite en hausse à 75,86 %, et un encadrement renforcé grâce à la création de nouvelles auto-écoles et à l'agrément de structures de transport et de visite technique.

Sécurité, innovation et performance opérationnelle

En matière de sécurité routière, plus de 11.000 opérations de contrôle ont été conduites sur l'ensemble du territoire, appuyées par des campagnes nationales de sensibilisation. L'introduction d'outils fondés sur l'intelligence artificielle a permis d'identifier près de 196.000 facteurs de risque,

contribuant à une réduction progressive des accidents mortels.

Les performances ont également été au rendez-vous dans les autres sous-secteurs. Le transport aérien a enregistré une hausse du trafic passagers de 4,69 %, avec près de 1,8 million de voyageurs, soutenue par la poursuite de la certification des plateformes aéroportuaires et le renforcement de la coopération internationale, notamment avec la signature de l'Accord aérien Cameroun-Qatar.

Dans le domaine maritime et portuaire, le trafic global a progressé de 3 %, atteignant 23,76 millions de tonnes. Les efforts ont porté sur la sûreté maritime, la protection de l'environnement et l'alignement sur les normes internationales. Le transport ferroviaire, quant à lui, a connu une hausse significative du trafic passagers (+9,23 %), parallèlement à l'avancement de projets structurants tels que la ligne Mbalam-Kribi et le renouvellement de la voie Douala-Yaoundé.

2026 : une année d'accélération et de modernisation

Saluant la rigueur du bilan présenté, le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallé Bibé, a souligné que les acquis de 2025 constituent un socle solide

pour intensifier l'action publique en 2026. Rappelant que le secteur assure plus de 95 % des échanges extérieurs du pays, il a insisté sur la nécessité de renforcer la sécurité routière, dont les impacts économiques sont estimés à près de 800 milliards Fcfa par an.

Les priorités pour 2026 portent notamment sur l'intensification des campagnes de prévention, la digitalisation accrue des contrôles, l'introduction de systèmes intelligents de détection des infractions, la modernisation du transport aérien, la relance de la compagnie nationale Camair-Co, le démarrage effectif du projet ferroviaire Mbalam-Kribi, l'extension du port de Kribi et la modernisation du port de Douala-Bonabéri.

Une dynamique collective tournée vers la performance

Au-delà des chiffres, la cérémonie a été un moment fort de mobilisation et de cohésion, symbolisé par la remise de distinctions honorifiques à des personnels méritants. Elle augure d'une année 2026 placée sous le signe de la performance, de la discipline et de l'innovation, au service d'un secteur des transports moderne, sûr et pleinement engagé dans le développement économique et social du Cameroun.

Etienne PENDA



■Transport aérien

Cap sur la rigueur et la loyauté institutionnelle en 2026

Le secteur des transports, et plus particulièrement celui de l’aviation civile, aborde l’année 2026 sous le signe de la rigueur, de la performance et de la loyauté institutionnelle. Le message a été clairement formulé par le Ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngallè Bibéhè, à l’occasion de la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux tenue le 26 janvier 2026 au Palais des Congrès de Yaoundé.



Devant un parterre composé des responsables des structures sous tutelle, des syndicats et des différents groupes socioprofessionnels du secteur, le membre du gouvernement a décliné les grandes orientations de sa feuille de route pour l’année nouvelle, après un exercice d’évaluation des performances enregistrées en 2025.

Une cérémonie conviviale pour un message de fond

C’est dans une ambiance à la fois festive et solennelle, rythmée par des prestations d’artistes et d’humoristes camerounais de renom, que les échanges de vœux ont eu lieu entre le Ministre des Transports, le Ministre délégué auprès du ministère des Transports et leurs invités. Parmi les personnalités présentes figuraient notamment le Dr Ngolle III Patrice, Président du Conseil d’Administration de la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), Mme Avomo Assoumou Paule, Directeur général de l’Autorité aéronautique, ainsi que M. Allabira Mamadou, Directeur général adjoint de la CCAA, entourés de nombreux collaborateurs.

Au-delà de la convivialité,



la rencontre a surtout servi de cadre à une réflexion stratégique sur l’avenir du secteur.

2025 : un secteur résilient malgré un contexte mondial contraignant

En ouvrant la séquence des interventions, le Secrétaire général du ministère des Transports, Sa Majesté Mveimani Sombo Amba, a présenté le bilan de l’année écoulée. À travers une rétrospection des actions majeures et des événe-

ments marquants de 2025, il a souligné la résilience du secteur des transports face aux contraintes exogènes liées au contexte économique mondial. Malgré ces défis, le secteur a su maintenir sa dynamique et consolider son rôle de levier stratégique de compétitivité, d’intégration régionale et de transformation structurelle de l’économie camerounaise, tant à l’échelle nationale qu’internationale.

2026 : modernisation

et sécurité au cœur des priorités aériennes

Prenant la parole à son tour, le Ministre des Transports a décliné les priorités pour 2026 dans l’ensemble des sous-secteurs. Pour ce qui concerne spécifiquement le transport aérien, l’accent sera mis sur l’intensification des actions de modernisation des infrastructures aéroportuaires, en vue de leur certification aux normes internationales.

À ce titre, la certification de l’aéroport international de

Douala demeure une priorité stratégique afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle de hub sous-régional. Les Aéroports du Cameroun (ADC) sont ainsi appelés à accélérer la rénovation de l’aérogare passagers de Douala, tout en faisant de la réhabilitation de la piste de l’aéroport international de Garoua un chantier prioritaire.

Par ailleurs, des réflexions approfondies devront être menées pour la maturation du projet de construction d’un aéroport de classe mondiale dans la zone littorale, un projet structurant pour l’attractivité et la compétitivité du pays.

Renforcer la régulation et relancer la compagnie nationale

Dans la même dynamique, la CCAA a été invitée à renforcer la supervision des acteurs du secteur aérien, en étroite collaboration avec l’ASECNA, afin de garantir la sécurité et la sûreté de l’espace aérien national. Elle devra également accélérer le démarrage effectif des travaux de réhabilitation des aéroports secondaires de Bertoua, Tiko et Kribi, conformément aux Très Hautes Instructions du Chef de l’État.

Autre défi majeur : la poursuite de la relance stratégique et de la montée en puissance de la compagnie nationale Camair-Co, sous l’accompagnement et l’encadrement de l’ensemble des acteurs du secteur, notamment la CCAA et les ADC.

Un engagement collectif pour concrétiser la vision présidentielle

En définitive, le succès de ces ambitions repose sur l’engagement collectif, la discipline et la loyauté institutionnelle de tous les acteurs du secteur des transports. Des exigences indispensables pour traduire en actes la Très Haute Vision de développement portée par le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, et mise en œuvre par le Gouvernement.

Alex MBEMA

■ Législatives dans le Mfoundi

Pr Maurice Kamto enclenche la bataille parlementaire

Après plusieurs années d'absence volontaire des arènes électorales locales, le Professeur Maurice Kamto signe son retour stratégique sur l'échiquier politique national.

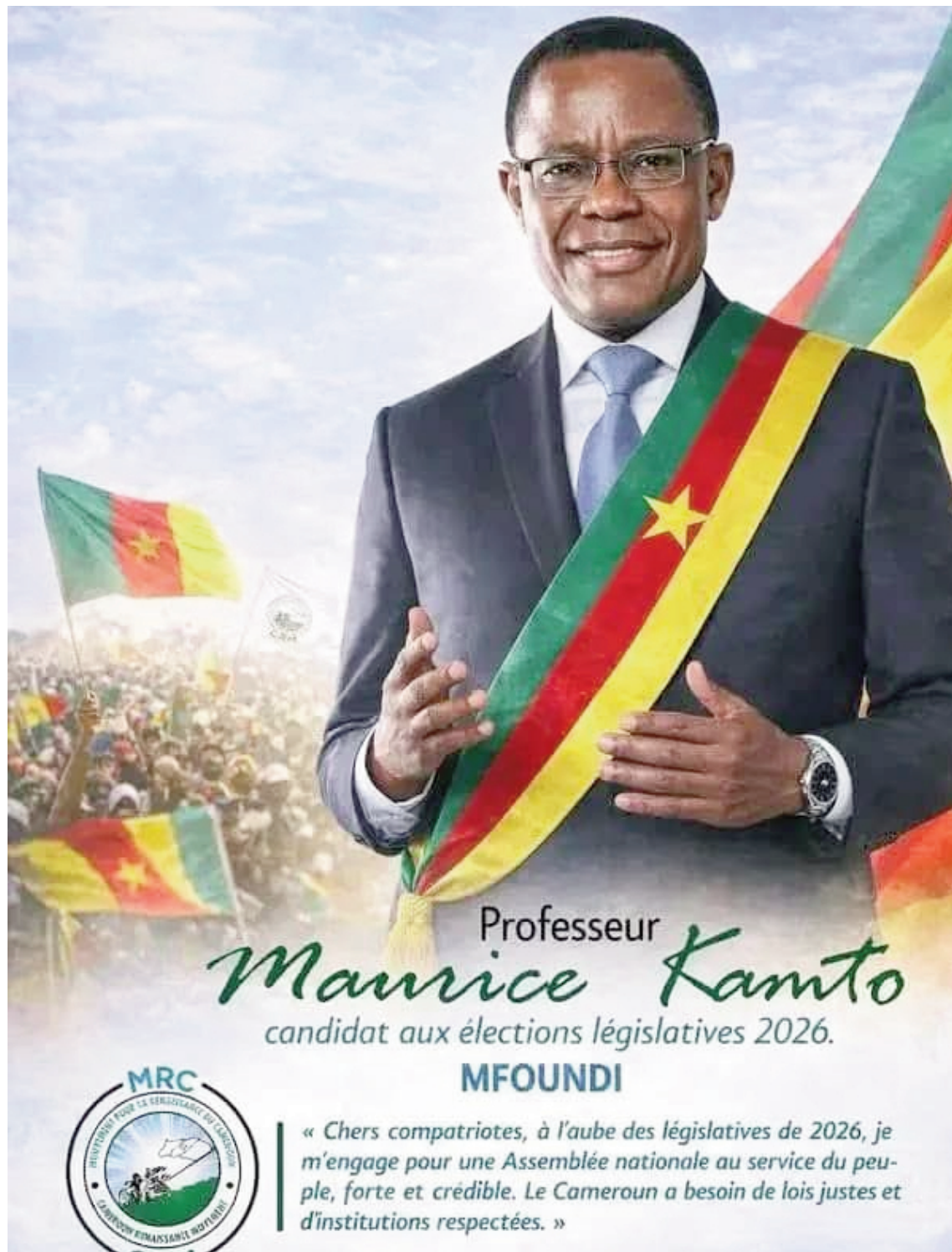
Le président national du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) s'apprête à briser un siège à l'Assemblée nationale lors des prochaines élections législatives, avec un objectif clairement affiché : conquérir le département du Mfoundi et faire du Parlement le levier central de l'alternance politique.

Cette offensive électorale, loin d'être improvisée, s'inscrit dans une démarche méthodique de reconquête du pouvoir par la voie institutionnelle. Pour Maurice Kamto, l'Assemblée nationale doit cesser d'être une chambre d'enregistrement pour redevenir un véritable contre-pouvoir démocratique. Un message résumé dans son slogan de campagne : « Une Assemblée nationale au service du peuple, forte et crédible. Le Cameroun a besoin des lois justes et d'institutions respectées. »

Tirer les leçons du passé

Cette nouvelle orientation marque un tournant majeur dans la stratégie du MRC. Après le boycott des dernières élections municipales et législatives, un choix politique assumé mais lourd de conséquences, Maurice Kamto reconnaît aujourd'hui la nécessité de corriger les erreurs du passé. Cette absence des institutions élues avait notamment contraint le leader du MRC à se présenter à l'élection présidentielle sous la bannière du Manidem, une alliance de circonstance qui s'était soldée par un échec administratif, sa candidature ayant été rejetée sur fond de querelles internes au sein du parti allié.

En revenant à une participation directe et structurée aux élections législatives, Maurice Kamto entend reprendre la maîtrise de son agenda poli-



tique et éviter les écueils liés aux alliances fragiles. Il s'agit désormais de bâtir une base institutionnelle solide, en commençant par le Parlement.

Le Mfoundi, un choix stratégique

Le choix du département du Mfoundi n'est pas anodin. Cœur politique et administratif du pays, ce bastion de la région du Centre représente un enjeu symbolique et stratégique majeur. Fort de sa popularité dans cette circonscription, Maurice Kamto ambitionne de rafler l'essentiel, sinon la totalité, des suffrages lors des législatives à venir.

Pour le MRC, une victoi-

re éclatante dans le Mfoundi constituerait non seulement une démonstration de force politique, mais aussi une rampe

de lancement idéale pour les échéances nationales futures. L'objectif est clair : asseoir une légitimité parlementaire forte afin de préparer, dans un climat plus serein, l'assaut du Palais d'Etoudi lors de la prochaine élection présidentielle.

Cap sur l'après-Biya

Dans un contexte politique marqué par les incertitudes autour de la succession du président Paul Biya, dont la probabilité d'une nouvelle candidature apparaît de plus en plus infime, Maurice Kamto entend se positionner comme une alternative crédible et structurée. La conquête de l'Assemblée nationale devient ainsi une étape clé dans cette dynamique de projection vers le sommet de l'État.

À travers cette candidature aux législatives, le président du MRC envoie un signal fort : celui d'un leader décidé à investir pleinement les institutions, à reconstruire la confiance démocratique et à inscrire son combat politique dans la durée. Le rendez-vous du Mfoundi pourrait bien marquer le début d'un nouveau chapitre dans la stratégie de conquête du pouvoir par Maurice Kamto.

Henri Donatien AYANG

Migrations politiques à Dibombari

Quand l'intérêt personnel prime sur l'idéologie

À Dibombari, certains parcours politiques illustrent une mobilité partisane davantage guidée par des calculs personnels que par des convictions idéologiques. C'est le cas de Justin Bejedi, actuel maire Rdpc de la commune. Initialement président de la sous-section Rdpc de Bomono, il quitte le parti au pouvoir en 2020 pour conduire la liste du Mrc aux municipales. À la suite du boycott de ces élections par le MRC, il se repositionne au sein du parti de feu Paul Éric Kingue, sous la bannière duquel il remporte la mairie, avant de retourner ultérieurement au Rdpc,

bien qu'élu sous une autre étiquette.

Un itinéraire similaire est observé chez le chef Elongo, actuel premier adjoint au maire de Dibombari. Ancien vice-président de la section Rdpc locale, il suit Justin Bejedi dans ses différentes migrations politiques, passant successivement par le Mrc et le parti de feu Paul Éric Kingue, avant de réintégrer à son tour le Rdpc.

Ces trajectoires relancent le débat sur la cohérence idéologique et l'éthique de l'engagement politique local, dans un contexte où la fidélité partisane semble parfois céder face aux opportunités électorales.

Insalubrité urbaine au Cameroun : QUAND LA VILLE CROULE SOUS SES PROPRES CONTRADICTIONS



Dans les grandes métropoles camerounaises comme dans les villes secondaires, les montagnes d'ordures sont devenues un élément familier du paysage urbain. Aux carrefours stratégiques, le long des axes routiers, dans les quartiers populaires comme résidentiels, les déchets ménagers s'accumulent, défiant les services d'hygiène et interpellant l'opinion publique. Une situation paradoxale dans un pays où la lutte contre l'insalubrité figure pourtant parmi les priorités affichées des pouvoirs publics.

Souvent désignée comme principale responsable, l'entreprise en charge de la collecte des ordures, Hysacam, se retrouve au cœur des critiques. Insuffisance des moyens logistiques, croissance démographique mal maîtrisée, étalement urbain anarchique, incivisme chronique : les contraintes sont nombreuses et bien documentées. Sur le terrain, malgré des rotations régulières et des opérations de nettoyage ciblées, le volume de déchets produits dépasse largement les capacités actuelles de collecte et de traitement.

Mais réduire la problématique de l'insalubrité urbaine à une défaillance technique ou institutionnelle serait une lecture incomplète, voire commode. Car au-delà des camions poubelles et des contrats de prestation, la question renvoie aussi aux comportements individuels et collectifs. Le jet d'ordures sur la voie publique, l'occupation anarchique des espaces non aménagés comme dépotoirs improvisés, le non-respect des horaires et points de collecte traduisent une crise plus profonde : celle de la citoyenneté urbaine et du rapport à l'espace commun.

Les collectivités territoriales décentralisées, en première ligne depuis le transfert de compétences, multiplient pourtant les initiatives : campagnes de sensibilisation, journées de salubrité, sanctions administratives, création de brigades d'hygiène. De son côté, l'État réaffirme régulièrement sa volonté politique d'assainir les villes, conscient des enjeux sanitaires, environnementaux et économiques liés à l'insalubrité. Mais ces efforts se heurtent à une réalité têtue : sans une appropria-

tion collective des règles de base de propreté, aucune stratégie ne peut produire des résultats durables.

L'insalubrité urbaine apparaît ainsi comme le symptôme d'un mal plus large, où se croisent insuffisances structurelles, pression démographique et déficit de civisme. Elle met en lumière une contradiction majeure : l'exigence d'un cadre de vie sain face à des pratiques quotidiennes qui contribuent elles-mêmes à la dégradation de cet environnement.

Ce mini-dossier propose d'explorer cette problématique dans toute sa complexité : responsabilités partagées, limites des dispositifs actuels, rôle des citoyens, défis des communes et perspectives de solutions durables. Car la propreté des villes camerounaises ne relève pas uniquement des politiques publiques ou des entreprises de collecte, mais aussi d'un sursaut de conscience collective, indispensable pour transformer durablement nos espaces de vie.

Alex MBEMA

■ Opération “Yaoundé Ville Propre” Paul Atanga Nji resserre les rangs contre l’insalubrité urbaine

Face à la dégradation persistante du cadre de vie dans la capitale politique, Paul Atanga Nji, Ministre de l’Administration Territoriale (MINAT) a présidé, mercredi 21 janvier 2026, une réunion stratégique consacrée à la lutte contre l’insalubrité publique.

Les travaux, tenus dans la salle de conférence de son département ministériel, ont réuni l’ensemble des acteurs clés de la chaîne de décision et d’exécution : autorités administratives, élus locaux, responsables du MINH-DU et sociétés de collecte des ordures ménagères, notamment Hysacam et Thychlof.

Autour de la table figuraient le Gouverneur de la région du Centre, le Maire de la Ville de Yaoundé, le Préfet du Mfoundi, les sept sous-préfets et les sept maires d’arrondissement de la capitale. Une mobilisation institutionnelle à la mesure de l’urgence, tant le constat dressé au cours des échanges s’est révélé alarmant.

Une capitale en perte de propreté

Autrefois citée en exemple pour sa propreté relative et son attractivité, Yaoundé est aujourd’hui confrontée à une prolifération anarchique de dépôts d’ordures ménagères. Le MINAT a illustré cette dérive par un chiffre frappant : sur un tronçon d’environ deux kilomètres, reliant la cathédrale Notre-Dame des Victoires à Bastos — via la Montée Anne-Rouge, le marché des vivres, la Direction des Impôts, le car-



refour Nlongkak et l’hôtel Diplomate — près de 30 bacs à ordures sont visibles, transformés en véritables décharges à ciel ouvert.

Pour le ministre, l’ampleur du phénomène dépasse les réponses ponctuelles et impose une réorganisation rigoureuse des interventions, adossée à une

coordination étroite entre préfets, maires et sociétés de collecte.

L’opération «Ville Propre» relancée avec des moyens renforcés

Dans ce contexte, le Ministre de l’Administration Territoriale a rappelé l’enga-

gement personnel du Chef de l’État, Son Excellence Paul Biya, qui a lancé l’opération «Ville Propre» et accordé une dotation spéciale à chacune des communes d’arrondissement de Yaoundé. Ces collectivités ont ainsi été dotées d’engins lourds, de camions-bennes et de matériel léger, destinés à

améliorer significativement l’enlèvement des ordures ménagères dans le département du Mfoundi.

L’objectif affiché est clair : replacer les autorités administratives au cœur du dispositif de lutte contre l’insalubrité, en s’appuyant sur des stratégies ciblées, lisibles et adaptées aux réalités du terrain.

Des responsabilités clairement réparties

La concertation a débouché sur une série de recommandations opérationnelles. Les préfets et sous-préfets sont appelés à multiplier les descentes hebdomadaires sur le terrain, afin de veiller à l’application stricte des instructions, d’identifier les sites de dépôts anarchiques et de rendre compte régulièrement à leur hiérarchie.

Les maires, quant à eux, devront identifier et aménager des sites conformes pour le dépôt des ordures, délocaliser les anciens points non réglementaires, installer une signalisation dissuasive visible et intensifier la sensibilisation des populations riveraines.

Enfin, les sociétés de collecte sont invitées à privilégier les opérations entre minuit et 6 heures du matin, pour limiter l’encombrement des voies, à respecter scrupuleusement les sites officiellement identifiés et à signaler sans délai toute difficulté aux autorités compétentes.

Vers une responsabilité partagée

À travers cette démarche concertée, le Gouvernement entend impulser un nouveau souffle à la campagne « Yaoundé Ville Propre », en misant sur la synergie des actions et la responsabilité partagée. L’enjeu est de taille : redonner à la capitale camerounaise son image de ville propre, saine et agréable à vivre, au bénéfice des populations et de l’attractivité nationale.



■Salubrité publique

Paul Atanga Nji lance l'opération «Yaoundé ville propre»

Le gouvernement camerounais passe à l'offensive contre l'insalubrité urbaine. Le 23 janvier 2026, à l'esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, le ministre de l'Administration territoriale (MINAT), Paul Atanga Nji, a officiellement lancé l'opération «Yaoundé ville propre», une initiative qui s'inscrit dans l'exécution des hautes directives du chef de l'État visant à redonner à la capitale politique un visage sain, serein et attrayant.



Depuis plusieurs mois, la question de la salubrité publique, de l'enlèvement et de la gestion des ordures ménagères se pose avec une acuité préoccupante à Yaoundé. L'incivisme persistant de certains citoyens, conjugué aux difficultés opérationnelles, a favorisé l'apparition de dépotoirs sauvages jusque dans les lieux les plus insoupçonnés de la ville, altérant le cadre de vie des populations et l'image de la capitale.

Face à cette situation, le ministre de l'Administration territoriale a choisi de «prendre le taureau par les cornes» en impulsant une nouvelle dynamique inclusive. Cette démarche appelle à une mobilisation collective des autorités administratives, des collectivités territoriales décentralisées, des entreprises en charge de l'enlèvement des ordures, mais aussi et surtout des habitants de Yaoundé, invités à s'approprier pleinement la cause de la propreté urbaine.

Pour matérialiser cette volonté, Paul Atanga Nji a



procédé à la mise à disposition d'un important lot de

matériel d'assainissement au profit des sept communes

d'arrondissement de la capitale. Placée sous le slogan

évocateur «*Gardons Yaoundé propre*», l'opération sera conduite par les autorités administratives en étroite collaboration avec les élus locaux et les populations, dans une approche participative visant des résultats durables.

Sous le regard du maire de la Ville de Yaoundé, Luc Messi Atangana, et du président des Communes et Villes unies du Cameroun (CVUC), Augustin Tamba, le MINAT a présenté le matériel destiné à soutenir les actions de terrain. Il s'agit de 700 brouettes, 700 pelles, 700 balais et 700 râteaux, soit 100 unités de chaque équipement pour chacune des sept communes d'arrondissement.

Au-delà de Yaoundé, le ministre a annoncé l'extension prochaine de cette opération aux autres villes du pays. L'objectif affiché est clair : éloigner durablement les détritux des espaces urbains et améliorer significativement le cadre de vie des Camerounais, en faisant de la propreté un véritable réflexe citoyen et une responsabilité partagée.

A.M

■ Gestion des déchets urbains

Hysacam et le Ceneema mobilisent une réponse d'urgence face à la saturation des décharges

Face à l'engorgement critique des principaux sites de décharge du pays, Hysacam (Hygiène et salubrité du Cameroun) et le Centre national d'études et d'exploitation du machinisme agricole (Ceneema) ont scellé, en fin d'année dernière, une convention de partenariat technique d'urgence. Cette collaboration vise à désengorger les décharges de Nkolfoulou à Yaoundé et de PK 10 à Douala, devenues de véritables goulots d'étranglement pour l'évacuation des déchets urbains.

L'accord repose sur un appui logistique ciblé. Le Ceneema met à contribution son expertise technique ainsi que des engins lourds—bulldozers, niveleuses et autres équipements spécialisés—afin d'aménager les sites et de niveler les montagnes de déchets accumulés. L'enjeu est essentiellement opérationnel : dégager des espaces de déchargement saturés, réduire les temps d'attente et permettre une meilleure rotation des camions de collecte, fortement ralentie ces derniers mois.

PK 10 réorganisée en attendant la décharge de Ngombe

À Douala, cette réponse d'urgence a pris forme le 23 janvier 2026 avec la mobilisation d'une dizaine d'engins du Ceneema sur le site de PK 10. Les travaux ont consisté à ouvrir des voies de circulation internes et à réorganiser l'espace, afin de rendre la décharge fonctionnelle «pour quelques mois».

Le maire de la ville, Roger Mbassa Ndine, précise que ce site est appelé à changer de vocation. «Après la mise en service de la décharge de Ngombe à PK 21, prévue dans un délai de quatre à six mois, PK 10 sera transformée en forêt commu-



nautaire et en centre de transfert de déchets», indique-t-il. Cette échéance conditionne la stratégie actuelle : stabiliser provisoirement PK 10, tout en préparant le basculement vers une nouvelle infrastructure censée absorber durablement les volumes produits par la métropole économique.

Un appui inter-institutionnel dans un contexte de tensions financières

Cette collaboration intervient dans un contexte de crise persistante de la gestion des déchets, marquée notamment par des contraintes financières. Hysacam évoque des retards de règlement qui ont freiné certains travaux indispensables. «Nous avons mis en place des solutions avec l'appui du gouvernement, en tenant compte des difficultés de trésorerie liées aux problèmes de paiement qui avaient retardé les travaux», explique Jean-Pierre Ymele, di-

recteur général de l'entreprise.

Dans ce schéma, l'intervention du Ceneema s'apparente à un mécanisme de solidarité inter-institutionnelle activé en urgence. Présenté comme un appui opérationnel public, son coût est pris en charge par les budgets d'urgence de l'État, en complément des redevances de gestion déjà allouées à Hysacam par les municipalités.

Des volumes

quotidiens sous pression et l'arrivée de nouveaux opérateurs

Malgré ce renfort ponctuel, la pression reste considérable. À Douala, la production quotidienne de déchets est estimée à environ 2 700 tonnes. Pour soulager Hysacam, la mairie annonce le recrutement de l'opérateur Genelcam, chargé de prendre en charge une partie des volumes dès 2026.

À Yaoundé, où près de 2 000 tonnes de déchets sont produites chaque jour, Hysacam indique avoir récemment obtenu des contrats d'un montant global de 45,7 milliards de FCFA. Ces engagements, étalés sur cinq ans, visent à résorber durablement la crise des déchets dans la capitale politique.

Dans cette dynamique, la synergie avec le Ceneema apparaît comme une mesure transitoire mais décisive : stabiliser les centres de traitement existants, éviter les ruptures de collecte et gagner du temps, en attendant la décentralisation progressive de la collecte et l'entrée en scène de nouveaux opérateurs pour répondre à une urgence devenue structurelle.

A.M



■ Geste de compassion et de reconfort

Dr Manaouda Malachie au chevet des artistes internés à l’Hôpital Général de Yaoundé

Présence, écoute et reconfort. Dans la soirée du mardi 27 janvier 2026, le Ministre de la Santé Publique, Dr Manaouda Malachie, a effectué une série de visites marquées par une forte charge humaine et symbolique, illustrant une vision de la gouvernance sanitaire fondée sur la compassion et la proximité.

À l’Hôpital Général de Yaoundé, le membre du gouvernement ne s’est pas présenté uniquement en responsable administratif, mais avant tout en homme attentif aux souffrances humaines. Au chevet de Foly Dirane, animateur emblématique et visage familier de la télévision camerounaise, le Ministre a tenu à témoigner personnellement de son soutien au patient et à sa famille.

Connu pour multiplier ce type de gestes, aussi bien envers des personnalités publiques que des citoyens anonymes, le Dr Manaouda Malachie a tenu à s’assurer de la qualité de la prise en charge médicale du malade dans cette formation hospitalière de référence, tout en partageant un moment d’écoute et de reconfort avec les proches.

Des mots simples pour apaiser les cœurs

Dans une atmosphère chargée d’émotion, le Ministre s’est adressé à l’épouse et à la famille de Foly Dirane avec des paroles sobres mais profondément réconfortantes : *«Il faut rester positifs. Être forts. Lui envoyer des ondes positives. Il est fort dans la tête, ça va aller. Ne vous sentez pas seuls, nous sommes ensemble.»*

Sur le plan médical, il a tenu à rassurer les proches : le patient bénéficie d’une prise en charge adéquate, assurée par des équipes médicales engagées, et les médecins gardent un réel espoir quant à l’évolution de son état de santé.

Racine Sagath : la solidarité au-delà de la célébrité

Toujours au sein de l’Hôpital Général de



Yaoundé, le Ministre s’est ensuite rendu auprès de Racine

Sagath, artiste de bikutsi ad-

mis en soins dans l’après-midi. En présence de son épouse et de sa fille, le Dr

Manaouda Malachie a pris le temps d’un échange empreint de respect et de bienveillance, rappelant que derrière l’artiste adulé du public se trouve avant tout un homme, un père et un époux.

Figure marquante de la scène musicale camerounaise, notamment à travers son titre à succès «Nem mintié», Racine Sagath traverse aujourd’hui une période de fragilité. Le Ministre a exprimé sa solidarité et rassuré la famille sur la qualité du suivi médical dont il bénéficie.

Chez Essola, un hommage discret à une mémoire vivante

La tournée de proximité du Ministre s’est achevée au domicile de Salomon Tatmfo, plus connu sous le nom d’Essola, au quartier Manguier à Yaoundé. Comédien emblématique, figure incontournable de la série «L’Orphelin» et du cinéma camerounais, Essola incarne une mémoire vivante de la culture nationale.

Cette visite, sobre mais hautement symbolique, traduit la reconnaissance de la Nation envers un homme qui, par son talent, a su faire rire, émouvoir et rassembler plusieurs générations de Camerounais.

Une politique de santé à visage humain

À travers ces gestes forts, le Dr Manaouda Malachie rappelle que la politique de santé publique ne se résume pas aux infrastructures, aux statistiques ou aux réformes techniques. Elle repose aussi sur la présence humaine, l’écoute et la compassion. Une approche où chaque vie compte, qu’elle soit sous les projecteurs ou vécue dans la discrétion de l’anonymat.

Henri Donatien AYANG

■Hôpital Général de Yaoundé

L'excellence médicale camerounaise à l'épreuve de la grande chirurgie

Sous le management rigoureux et visionnaire du Professeur Noël Emmanuel Essomba, l'Hôpital Général de Yaoundé s'impose aujourd'hui comme l'un des fleurons du système hospitalier camerounais, doté d'un plateau technique de dernière génération qui n'a rien à envier aux établissements de référence occidentaux. La récente transplantation rénale réalisée avec succès dans ses blocs opératoires en est l'illustration la plus éloquente.

Lundi 26 janvier 2026, dans une atmosphère de tension maîtrisée, une équipe médicale 100 % camerounaise s'est engagée dans une course contre la montre. Autour d'un patient de 35 ans, en situation critique, quelques spécialistes chevronnés — les Dr Fokou, Dr Nono, Dr Mba, épaulés par un personnel paramédical hautement qualifié — ont mené une transplantation rénale en urgence, un acte chirurgical complexe où la moindre erreur peut être fatale.

Dans le silence feutré du bloc opératoire, chaque geste comptait. Le rein, encore froid, portait l'espoir d'une vie prolongée. Grâce à la précision technique, à la coordination parfaite des équipes et à l'efficacité des équipements de pointe, l'intervention s'est soldée par un succès, ravivant à la fois l'admiration et le débat public sur les capacités réelles de la médecine camerounaise.

Cette prouesse n'est pas un fait isolé. Elle s'inscrit dans une dynamique de modernisation profonde impulsée par le Professeur Noël Emmanuel Essomba depuis sa prise de fonctions à la tête de l'Hôpital Général de Yaoundé. Imagerie médicale de haute perfor-



mance, blocs opératoires ultramodernes,

laboratoires spécialisés, unités de soins

intensifs aux standards internationaux : l'insti-

tution dispose désormais d'outils technologiques comparables à ceux des grands centres hospitaliers occidentaux.

Mais au-delà des équipements, c'est surtout le capital humain qui fait la différence. Des médecins formés aux meilleures écoles, des spécialistes aguerris, une relève compétente et engagée : l'hôpital revendique avec fierté une expertise locale capable de relever les défis les plus complexes de la médecine moderne.

La transplantation rénale de lundi dernier vient ainsi consacrer une ambition assumée : faire de l'Hôpital Général de Yaoundé un pôle d'excellence médicale en Afrique centrale, où les Camerounais peuvent se soigner avec confiance, sans avoir à s'exiler pour des interventions de haute technicité.

Dans un contexte souvent marqué par le doute et le scepticisme, cette réussite rappelle une vérité essentielle : lorsque la vision managériale, l'investissement technologique et le savoir-faire national convergent, la médecine camerounaise peut rivaliser avec les meilleurs standards internationaux.

H.D.A

Journée internationale des énergies propres



Le Gaz domestique, une énergie de transition.

 @Tradex SA

www.tradexsa.com 


Tradex
Vous êtes chez vous

TRADEX œuvre pour un avenir énergétique plus responsable. Le gaz joue un rôle clé comme énergie de transition vers les énergies propres.

Tradex Gaz est :

- ✓ Fiable pour les ménages et les entreprises
- ✓ Complémentaire aux énergies renouvelables
- ✓ Disponible dans toutes nos stations-service et chez les distributeurs agréés.